

Rwanda : accusé de "terrorisme", Kizito Mihigo plaide coupable

@rib News, 07/11/2014 - Source AFP - Kizito Mihigo, un musicien célèbre au Rwanda, a plaidé coupable et demandé la clémence du jury jeudi, au premier jour de son procès, alors qu'il est accusé d'avoir participé des attentats contre les dirigeants du pays. Le musicien est accusé avec trois autres personnes d'entente en vue de commettre un assassinat, de complicité dans un acte terroriste et de conspiration contre le gouvernement du président rwandais Paul Kagame.

"Je plaide coupable pour tous ces chefs d'accusation, comme je l'ai fait depuis le jour de mon arrestation, et je demande votre pardon", a déclaré M. Mihigo devant le tribunal. Son avocat, John Bigaraba, a cependant déclaré qu'il n'y avait de preuve pour aucune de ces accusations. Ses co-accusés, le soldat démobilisé Jean-Paul Dukuzumuremuna, le journaliste Cassien Ntahumanga, et Agnes Niyibizi, une dirigeante du Congrès national rwandais (RNC, parti d'opposition en exil), ont tous plaidé non-coupable. Les arrestations étaient survenues en avril alors que le Rwanda commémorait le 20e anniversaire du génocide. Le pouvoir est de plus en plus accusé de chercher à museler l'opposition. Selon la police, les quatre accusés préparaient des attentats pour venger la mort de l'un des fondateurs du RNC, Patrick Karegeya, ancien chef des services de renseignement rwandais, retrouvé mort étrangement en Afrique du Sud début 2014. La police accuse Kizito Mihigo d'être "responsable de la mobilisation de la jeunesse" pour le RNC, et pour les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe rebelle hutu rwandais lui aussi en exil et dont des membres sont accusés d'avoir participé activement au génocide contre les Tutsis en 1994 au Rwanda. M. Mihigo aurait admis, selon la police, avoir des liens avec les deux groupes, mais aurait affirmé n'avoir eu que des conversations sur internet. Le procureur, Faustin Nkusi, a accusé M. Mihigo d'avoir provoqué un "renversement" du gouvernement, d'avoir établi une liste de "personnes à tuer", qui incluait le nom de Paul Kagame et de ministres importants.